

RCS : FORT DE FRANCE

Code greffe : 9721

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de FORT DE FRANCE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2022 B 01354

Numéro SIREN : 911 259 307

Nom ou dénomination : 2 M BUSINESS CONSULTING

Ce dépôt a été enregistré le 02/08/2022 sous le numéro de dépôt 9347



## Procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Le 05 juillet 2022 à 17 heures.

Les associés de la SAS 2M BUSINESS CONSULTING, au capital de mille cinq cents euros divisés en cent cinquante actions de dix euros, dont le siège social est à BELLEFONTAINE 97222, 18 Résidence Corossols, se sont réunis audit siège, sur convocation qui leur a été adressée individuellement, par lettre recommandée avec accusé de réception, par le Président.

L'assemblée est présidée par Monsieur MORMIN Thierry.

### 1 SONT PRESENTS

Monsieur Thierry MORMIN, Président de la SAS 2M BUSINESS CONSULTING, né à Fort-De-France le 04 septembre 1973, propriétaire de 75 actions, numérotées de 01 à 75.

Madame MILIA Séverine, née le 17 septembre 1982 à PARIS 15<sup>ème</sup> (FRANCE), propriétaire de 75 actions, numérotées de 76 à 150.

Soit au total deux associés présents, totalisant CENT CINQUANTE actions.

Le Président constate que l'assemblée est valablement constituée et déclare qu'elle peut délibérer et prendre les décisions à la majorité requise.

### 2 ORDRE DU JOUR

Le Président rappelle que l'ordre du jour est le suivant :

▸ AGREMENT A LA CESSION DE 75 ACTIONS DETENUES PAR Madame MILIA Séverine, à Monsieur MORMIN Thierry.

Le Président dépose sur le bureau les documents suivants :

- Le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée ;
- Les accusés de réception des lettres de convocations ;

Le Président déclare que les documents requis ont été adressés aux associés au moins quinze jours avant la date de la présente assemblée et que ceux-ci ont pu exercer leur droit de communication et d'information dans les conditions prévues par la loi. Les associés lui donnent acte de cette déclaration.

Le Président donne ensuite lecture des rapports mentionnés ci-dessus. Il déclare la discussion ouverte.



BUSINESS CONSULTING

Personne ne demandant plus la parole, le Président met aux voix les résolutions figurant à l'ordre du jour :

### 3 RESOLUTIONS

#### Première résolution

Les associés donnent leur agrément à la cession par Madame MILIA Séverine des 75 actions de la SAS 2M BUSINESS CONSULTING qu'elle détient, numérotées de 76 à 150 à Monsieur MORMIN Thierry.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité.**

#### Deuxième résolution

L'assemblée donne tous pouvoirs à Monsieur MORMIN Thierry pour effectuer les formalités de publicité afférentes aux décisions ci-dessus adoptées.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à dix-huit heures quarante-cinq.

De tout ce qui précède, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par la gérance et tous les associés présents.

Le Président

Les associés

Fait en 2 exemplaires,

A Bellefontaine,

Le 05 juillet 2022

SAS au Capital de 1 500 €  
Siren 911 259 307  
18 Résidence Corossols  
97222 BELLEFONTAINE

# 1 Acte de cession de parts sociales de SAS

## 2 Entre les soussignés

*Paris 15<sup>ème</sup>*

**Madame MILIA Séverine, née le 17 septembre 1982**, demeurant 25, Chemin de la Canne – Les Coteaux Nord 97228 SAINTE LUCE, agissant en sa qualité d'associé de la **SAS 2M BUSINESS CONSULTING**, société par action simplifiée, dont le capital est de **Mille cinq cents euros (1.500,00€)**, ayant son siège social au 18 Résidence Corossols 97222 BELLEFONTAINE, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Fort-De-France sous le numéro 911 259 307, **propriétaire de SOIXANTE QUINZE parts sociales d'un montant de DIX EUROS (10,00€) chacune ;**

**Ci-après dénommé le cédant,**

**D'une part,**

Et

*378 Fort de France*

**Monsieur MORMIN Thierry, né le 04 septembre 1973**, demeurant 18 Résidence Corossols 97222 BELLEFONTAINE, agissant en sa qualité de Président de la **SAS 2M BUSINESS CONSULTING** société par action simplifiée, dont le capital est de **Mille cinq cents euros (1.500,00€)**, ayant son siège social au 18 Résidence Corossols 97222 BELLEFONTAINE, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Fort-De-France sous le numéro 911 259 307, **propriétaire de SOIXANTE QUINZE parts sociales d'un montant de DIX EUROS (10,00€) chacune ;**

**Ci-après dénommé le cessionnaire**

**D'autre part,**

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE  
L'ENREGISTREMENT  
FORT-DE-FRANCE  
Le 13/07/2022 Dossier 2022 00027453, référence 9724P31 2022 A 01199  
Enregistrement : 25 € Penalités : 0 €  
Total liquidé : Vingt-cinq Euros  
Montant reçu : Vingt cinq Euros

## 3 Il a été exposé et convenu ce qui suit :

### Article 1 : Cession des parts

Madame MILIA Séverine est propriétaire de 75 actions de la SAS 2M BUSINESS CONSULTING, au Capital de 1 500 € divisé en 150 Actions.

Par les présentes, le CEDANT cède et transporte avec toutes les garanties ordinaires de fait et de droit, au CESSIONNAIRE, qui accepte, 75 actions de 10,00 € chacune numérotées de 76 à 150, qu'elle possède dans ladite société.

Au moyen de la présente cession, le CESSIONNAIRE sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour, avec tous les droits y attachés ; il aura seul droit aux dividendes et autres revenus attribués aux dites parts dont la distribution viendrait à être décidée par la société à compter de ce jour.

A cet effet, le CEDANT met et subroge le CESSIONNAIRE dans tous les droits et actions attachées aux parts cédées.

Il est ici précisé qu'il n'a été délivré aucun titre représentatif des actions présentement cédées, et que leur propriété résulte uniquement des Statuts de la 2M BUSINESS CONSULTING que le CESSIONNAIRE déclare bien connaître.

*SM TM*

Au moyen de la présente cession, le cédant subroge les cessionnaires dans tous ses droits et actions envers la société émettrice, attachés aux parts cédées.

**Article 2 Transfert de propriété et jouissance**

Le "cessionnaire" aura la propriété des parts cédées à compter du 11 juin 2022 ;

**Article 3 : Prix**

La présente cession est consentie et acceptée par les parties. Elle est réalisée moyennant le prix initial d'UN euro la part (1,00€), soit un montant total de SOIXANTE QUINZE EUROS (75,00€), que le cédant reconnaît avoir reçu du cessionnaire ce jour, et dont il lui donne quittance.

**Article 4 : Agrément**

Aux termes de la délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés en date du 05 juillet 2022, la présente cession a été autorisée.

Une copie du procès-verbal de cette assemblée, certifiée conforme par le gérant, est annexée au présent acte.

**Article 5 : Formalités et fiscalités**

Le présent acte de cessions de parts sera enregistré à la Recette des Impôts de la ville de Fort-De-France.

Tous droits et taxes relatives aux présentes sont à la charge de Monsieur MORMIN Thierry, à l'exception de l'impôt sur la plus-value de cession des droits sociaux, qui incombera au cédant (article 160 CGI).

Pour la perception des droits d'enregistrement, le cédant déclare que les parts cédées lui ont été attribuées en représentation de son apport en numéraire, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

**Article 6 : Frais**

Les frais, droits et honoraires des présentes et ceux qui en seront la suite seront supportés par Monsieur MORMIN Thierry, à l'exception de ceux liés à la modification éventuelle des statuts qui seront à la charge de la société dont les parts sont cédées.

**Article 7 : Domicile**

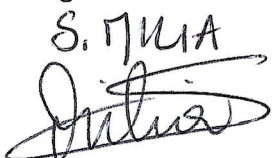
Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège et demeure sus-indiqués.

**Article 8 : Affirmation de sincérité**

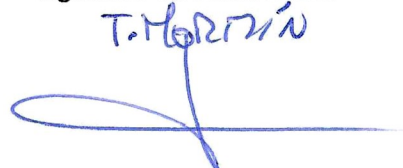
Les parties déclarent, sous les peines édictées par l'article 1837 du CGI, que le présent acte exprime l'intégralité des prix convenus.

Fait à Bellefontaine,  
Le 05 juillet 2022

Signature du cédant

S. GUIA  


Signature du cessionnaire

T. MORMIN  


CARTE BANCAIRE

A0000000421010

CB

LE 13/07/22 A 11:25:53

PUB FONCIERE DR

A2MARTINIQUF

2347563 13001005100295

30001

#####0522

D580334D5A7CC6D8

001 000009 201 C @

NO AUTO: 662358

MONTANT :

**25,00 EUR**

DEBIT

TICKET CLIENT

A CONSERVER



BUSINESS CONSULTING

## PROCES-VERBAL AGE

L'an deux mille vingt-deux, le 05 juillet 2022, à 17 heures, au 18 Résidence Corossols 97222 BELLEFONTAINE, les associés de la SAS 2M BUSINESS CONSULTING au capital de 1 500 €,

### II - ONT PRIS LA DECISION SUIVANTE RELATIVE A :

- La nouvelle répartition des Actions

### PREMIERE RESOLUTION

Suite à l'acquisition de 75 actions de l'Associé Madame MILIA Séverine, par Monsieur MORMIN Thierry, il convient de modifier **l'article 8 des statuts : Capital social initial** de la manière suivante :

#### Article 8 : Capital social

Le capital social initial de la société, intégralement souscrit, est fixé à la somme de mille cinq cents euros 1 500 euros.

Il est divisé en cent cinquante actions (150) de dix euros (10) chacune, numérotées de 1 à 150, entièrement souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-dessus et attribuées aux associés en proportion de leurs apports.

Suite à un acte de cession de soixante-quinze (75) actions en date du 05 Juillet 2022, régulièrement enregistré au SIE de Fort-De-France (97200), et déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Fort-De-France.

**Les actions sont attribuées de la manière suivante :**

**Monsieur MORMIN Thierry 150 actions.**

### DEUXIEME RESOLUTION

#### POUVOIRS EN VUE DES FORMALITES

L'associé unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité qu'il appartiendra.



BUSINESS CONSULTING

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal signé par l'associé unique et répertorié sur le registre des décisions de l'associé unique.

Fait en 2 exemplaires,

A Bellefontaine,

Le 05 juillet 2022

Thierry MORMIN

Président

# 2 M BUSINESS CONSULTING

SAS au Capital de 1 500 €

Siren 911 259 307

18, Résidence Corossols

97219 BELLEFONTAINE

## ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

### LES SOUSSIGNES :

Monsieur Thierry MORMIN, demeurant 18, Résidence Corossols 97219 BELLEFONTAINE.

Né le 04/09/1973 à Fort-De-France (97200), de nationalité française. Célibataire.

Madame MILIA Séverine, demeurant 25 chemin de la Canne – Les Coteaux Nord 97228 SAINTE-LUCE, née le 17/09/1982 à PARIS 15<sup>ème</sup>, de nationalité française.

Célibataire.

**Ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une société par actions simplifiée (SAS) devant exister entre eux.**

## ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE

# STATUTS

**Modifiés suite à cession de Parts Sociales**

## **ARTICLE 1 - FORME**

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées, celles qui pourront l'être ultérieurement, leurs cessionnaires et ceux qui pourront le devenir ultérieurement, une société par actions simplifiée.

Cette société sera régie par les lois en vigueur, et notamment par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce relatifs aux sociétés par actions simplifiées et par les présents statuts. Elle fonctionnera sous la même forme avec un ou plusieurs actionnaires.

Elle ne pourra faire appel public à l'épargne.

## **ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL**

La société a pour objet tant en France qu'à l'étranger :

- Service aux entreprises ;
- Communication d'entreprise, digitale et Print ;
- Conseil au développement de la gestion commerciale, financière, de la qualité, et en logistique ;
- Réalisation et formalisation des dossiers administratifs, juridique et financier ;
- Formation ;
- Intermédiaire de la vente ;

Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou à tout autre objet similaire ou connexe susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

La société peut recourir en tous lieux à tous actes ou opérations de quelque nature et importance qu'elles soient, dès lors qu'ils peuvent concourir ou faciliter la réalisation des activités visées aux alinéas qui précèdent ou qu'ils permettent de sauvegarder, directement ou indirectement, les intérêts commerciaux ou financiers de la société ou des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaires.

## **ARTICLE 3 - DÉNOMINATION SOCIALE**

La société prend la dénomination de :

**« 2M BUSINESS CONSULTING »**

Sur tous actes ou sur tous documents émanant de la société et destinés aux tiers, et notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent figurer l'indication de la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", de l'énonciation du montant du capital social et du numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

#### **ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL**

Le siège social est fixé :

**BELLEFONTAINE (97219) 18 Résidence Corossols**

Il pourra être transféré en tout autre endroit du ressort de la Cour d'Appel dont dépend la société par simple décision du Président et partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des actionnaires.

#### **ARTICLE 5 - EXERCICE SOCIAL**

Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 01 janvier et fini le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice commencera à compter du jour de la signature des statuts et se terminera le 31 décembre 2022.

#### **ARTICLE 6 - DURÉE**

La durée de la société est de **quatre-vingt-dix-neuf (99) années** à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sous réserve de dissolution anticipée ou de prorogation.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président ou l'un des dirigeants chargé d'administrer la société provoquera une décision des actionnaires à l'effet de décider si la société doit être prorogée ; à défaut, tout actionnaire pourra demander, conformément aux dispositions de l'article 1844-6 du Code civil, au président du tribunal de commerce statuant sur simple requête, la désignation d'un mandataire chargé d'obtenir une décision collective des actionnaires sur la prorogation éventuelle de la société.

Les actionnaires seront consultés et la décision de prorogation devra être prise par les actionnaires selon les règles de majorité ci-après stipulées.

Les actionnaires opposés à la prorogation seront tenus de céder leurs actions aux autres actionnaires ou à la société sans qu'ils puissent revenir sur leur décision ;

La cession ou le rachat devront intervenir dans un délai de six mois à compter de la décision de prorogation et au prix fixé par accord entre les parties, ou à défaut, déterminé par expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

La société n'est pas dissoute par le décès, la déconfiture, la faillite personnelle, le redressement ou la liquidation judiciaire d'un actionnaire, ni par la cessation des fonctions d'un président.

## **ARTICLE 7- APPORTS**

### **7.1 – Montant et modalités des apports**

Lors de la constitution, il n'a été procédé qu'à des apports en numéraire.

Les soussignés apportent à la société, :

- Monsieur Thierry MORMIN,  
La somme de Sept cent cinquante euros..... 750 €
- Madame MILIA Séverine  
La somme de Sept cent cinquante euros..... 750 €

**Montant total des apports en numéraire :**

**Sept mille cinq cents euros..... 1 500 €**

Ladite somme correspond à la souscription de cent cinquante (150) actions de dix euros (10 €) de valeur nominale chacune, souscrites et libérées à concurrence de mille cinq cents euros (1 500€).

Cette somme de mille cinq cents euros a été déposée dès avant ce jour à un compte ouvert à la Banque au nom de la société en formation, ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Elle sera retirée sur présentation du certificat du greffe du tribunal de commerce attestant l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés.

## **ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de **MILLE CINQ CENTS EUROS (1 500 €)**.

Il est divisé en **CENT CINQUANTE (150)** actions de **DIX EUROS (10)** chacune, numérotées de 1 à 150, attribuées aux associés en proportion de leurs apports.

Suite à un acte de cession de soixante-quinze (75) actions en date du 05 Juillet 2022, régulièrement enregistré au SIE de Fort-De-France (97200), et déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Fort-De-France.

**Les parts sociales sont attribuées de la manière suivante :**

**Monsieur MORMIN Thierry 150 actions.**

## **ARTICLE 9 – LIBERATION DES ACTIONS**

Les actions de numéraire émises à la suite d'une augmentation de capital peuvent n'être libérées que du quart, mais si l'augmentation de capital résulte pour partie d'une incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission et pour partie d'un versement en espèces, elles doivent être intégralement libérées lors de leur souscription.

La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision du président dans un délai maximum de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

4  
TM

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs 15 (quinze) jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée à chaque actionnaire.

À défaut pour l'actionnaire de se libérer aux époques fixées par le président, les sommes dues sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'EURIBOR 3M majoré de 500 points, à compter de la date d'exigibilité, sans préjudice des autres recours et sanctions prévus par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au président du tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à ces formalités.

Les actionnaires ont la faculté de procéder à des versements anticipés. Les actions émises en représentation d'un apport en nature doivent être intégralement libérées. La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs commissaires aux apports nommés sur requête par le président du tribunal de commerce.

## **ARTICLE 10 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL**

### ***Augmentation***

Le capital social peut être augmenté, soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par élévation de la valeur nominale des titres de capital existants, par décision collective des actionnaires prise sur le rapport du président et dans les conditions de majorité prévues aux présents statuts.

La collectivité des actionnaires peut déléguer au président sa compétence pour décider d'augmenter le capital social dans les limites qu'elle fixera ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En tout état de cause, aucune souscription publique ne pourra être ouverte. Les actionnaires ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. La collectivité des actionnaires qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs actionnaires dénommés, dans le respect des conditions prévues par les dispositions légales. Les actionnaires peuvent aussi renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel.

Il peut être décidé de limiter une augmentation de capital contre numéraire au montant des souscriptions, dans les conditions prévues par la loi. Toute personne n'ayant pas la qualité d'actionnaire ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les actionnaires statuant dans les conditions précisées sous l'article relatif à l'autorisation des cessions d'actions. L'attributaire des actions nouvelles doit dans ce cas solliciter son agrément au moment de la souscription.

### **Réduction**

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachats partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

### **Amortissement**

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions partiellement ou totalement amorties. Dans ce dernier cas les actions sont dites de jouissance.

### **ARTICLE 11 - FORME ET CESSIION DES ACTIONS.**

Les actions émises par la Société sont obligatoirement nominatives. La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur des comptes et registre tenus à cet effet par la société. Elles sont transmissibles par un ordre de virement de compte à compte.

Sauf en cas de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de cession, soit à un conjoint, soit à un ascendant ou à un descendant, la cession d'actions à un tiers non-actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable.

A cet effet, le cédant doit adresser à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément indiquant l'identité du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert.

L'agrément résulte soit d'une notification au cédant, par lettre recommandée, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, les actionnaires sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les actions, soit par un ou plusieurs actionnaires, soit par un ou plusieurs tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la société, en vue d'une réduction du capital.

L'acquisition des actions a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties, est fixé par un expert, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement, ainsi

qu'aux cessions du droit préférentiel de souscription, ou du droit d'attribution en cas d'augmentation de capital. Elles sont également applicables aux apports à toutes personnes morales, même par voie de fusion et autres opérations assimilées.

#### **ARTICLE 12 – TRANSMISSION DES ACTIONS**

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

#### **ARTICLE 13 – OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Le cas échéant, et pour parvenir à ce résultat, il est fait masse de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

Sauf dispositions contraires de l'acte d'apport, les droits attachés aux actions résultant d'apports en industrie sont égaux à ceux de l'associé ayant le moins apporté.

Chaque action donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les consultations collectives ou assemblées générales, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de la collectivité des associés.

Les créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs sociales, ni en demander le partage ou la licitation ; ils doivent s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de la collectivité des associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les associés propriétaires de titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou droits nécessaires.

#### **ARTICLE 14 – COMPTE COURANT – GARANTIE PERSONNELLE**

Le président peut autoriser un actionnaire à déposer des fonds dans la caisse sociale en vue de faciliter le financement des opérations sociales, pour être inscrits à un compte courant ouvert dans les écritures sociales, s'il satisfait aux conditions fixées par la réglementation bancaire.

Les conditions d'intérêt et de retrait sont fixées par l'assemblée générale des actionnaires statuant sous forme de décision ordinaire.

Ces sommes sont productives d'intérêts au taux légal fixé par la législation.

#### **ARTICLE 15 – PRESIDENCE**

##### **Représentation**

La société est représentée à l'égard des tiers par un président.

##### **Nomination du président**

Le président personne physique ou morale, actionnaire ou non, est nommé avec ou sans limitation de durée, par l'assemblée des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les décisions collectives ordinaire.

Est nommée en qualité de premier président, **Monsieur Thierry MORMIN**.

En cas de vacance du poste de président, l'assemblée des actionnaires est convoquée à l'initiative de l'actionnaire le plus diligent.

Le président représente la société à l'égard des tiers.

Dans les rapports avec les tiers, le président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. La société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers sussent que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

##### **Délégation de pouvoirs**

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

##### **Rémunération du président**

Le président a droit en rémunération de ses fonctions à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, aux bénéfices et/ou au chiffre d'affaires dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

En outre le président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.  
Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la société.

#### **Assiduité - Concurrence**

Le président est tenu de consacrer le temps nécessaire et tous ses soins aux affaires sociales.

Pendant l'accomplissement de son mandat, le président s'interdit de faire directement ou indirectement concurrence à la société.

#### **Cessation des fonctions du président**

Par son décès, interdiction, faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, révocation ou démission, ou encore par survenance d'incapacité physique ou mentale.

De plus, le président est révocable par décision de justice pour juste motif.

### **ARTICLE 16 - ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ**

#### **Administration et direction**

La société est administrée et dirigée par la ou les personnes qui ont la qualité de dirigeants : le président et le cas échéant le ou les directeurs généraux.

Le directeur général a mandat d'assister le président dans la mission qui lui incombe en vertu de la loi et des présents statuts ; il n'a qu'un rôle d'auxiliaire du président auquel il reste subordonné.

Il dispose des mêmes pouvoirs de représentation de la société vis-à-vis des tiers que le président.

Le directeur général pourra démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis d'un mois.

Il est révocable à tout moment, par la collectivité des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les décisions collectives ordinaires, sans qu'il soit besoin d'un juste motif et sans droit à indemnisation.

En cas de décès, démission ou révocation du président, le ou les directeurs généraux conservent, sauf décision contraire des actionnaires délibérant dans les conditions requises pour les décisions collectives ordinaires, leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

La décision collective nommant le directeur général fixe les modalités de sa rémunération.

#### **Attributions et pouvoirs du ou des dirigeants**

Le ou les dirigeants assurent l'Administration et la direction de la société, dans les limites de l'objet social, des éventuelles limitations précisées lors de leur nomination, et des dispositions du Code de commerce réservant certaines attributions à la collectivité des actionnaires.

Il est précisé que le Président doit obtenir l'autorisation préalable de l'assemblée des actionnaires pour l'accomplissement des opérations suivantes :

- Emprunt supérieur à 300.000.- EUR
- Acquisition d'immeubles ou de fonds de commerce.

### Domaine réservé de la collectivité des actionnaires

Les actes ou opérations ci-après limitativement énumérés sont obligatoirement accomplis sur décision collective des actionnaires ou par l'actionnaire unique lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, savoir :

- Augmentation, amortissement ou réduction de capital ;
- Nomination de commissaires aux comptes ;
- Toutes questions relatives à l'approbation des comptes annuels et aux bénéfices ;
- Opérations de fusion, scission, dissolution et transformation de la société ;
- Approbation des conventions entre la société et le président, un dirigeant, un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote, ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant ;
- Exclusion d'un actionnaire ;
- Insertion ou modification des clauses statutaires d'agrément, d'inaliénabilité des actions, d'information lors du changement de contrôle d'une société actionnaire ou d'exclusion,
- Décision relative à l'agrément d'un cessionnaire d'actions.
- Prorogation de la société ;
- Transfert du siège social en dehors du ressort de la Cour d'Appel ;
- Extension ou modification de l'objet social.

### Dispositions communes

Les interdictions prévues par le Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par ledit Code, au président et aux dirigeants de la société.

### Application des règles des sociétés anonymes

Le président exerce les attributions du conseil d'administration des sociétés anonymes ou de son président pour l'application des règles de ces dernières qui sont applicables à la société par actions simplifiée.

### Application du Code du travail

Le président est l'organe social auprès duquel les délégués du comité d'entreprise exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du Code du travail.

Préalablement à toute décision collective, le président devra adresser au comité les mêmes documents qu'aux actionnaires.

Il accusera réception des projets de résolution présentés par le comité dans le délai de cinq jours à dater de la réception de ces projets, par lettre recommandée avec AR.

### **Conventions réglementées**

#### Domaine

Toute convention, à l'exception de celles portant sur les opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, ses autres dirigeants, un actionnaire détenant plus de 10% des droits de vote, ou s'il s'agit d'une société actionnaire, la

société la contrôlant au sens de l'article L233-3 C. Com, doit être soumise au contrôle des actionnaires.

#### Procédure

Si un Commissaire aux comptes a été désigné, le président doit l'aviser de ces conventions dans le délai de trois (3) mois à compter de leur conclusion.

Le Commissaire aux comptes ou s'il n'en a pas été désigné, le président de la société présente sur ces conventions un rapport spécial aux actionnaires qui devront statuer sur ce rapport lors de la réunion d'approbation des comptes annuels ; ce rapport est joint aux documents adressés aux actionnaires en cas de consultation à distance.

L'intéressé ne peut prendre part au vote sur ladite convention.

Par dérogation à ce qui précède, lorsque la société ne comprend qu'un seul actionnaire, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposées entre la société et son dirigeant.

#### Conséquence du vote des actionnaires

Le refus de ratification par les actionnaires n'entraîne pas la nullité des conventions en cause, mais les conséquences dommageables pouvant en résulter pour la société restent à la charge du président, du dirigeant et/ou de l'actionnaire contractant. Si la convention est passée par plusieurs dirigeants et/ou actionnaires, leur responsabilité est solidaire.

Dans tous les cas les conventions produisent leurs effets

#### **Conventions interdites**

Il est interdit au président personne physique, à peine de nullité du contrat :

- de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société,
- de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement,
- ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également à toute personne interposée.

#### **Conventions libres**

Sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises au contrôle des actionnaires ; le président devra simplement les porter dans son rapport annuel de gestion.

### **ARTICLE 17 - COMMISSAIRE AUX COMPTES**

La collectivité des actionnaires peut nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Les actionnaires représentant au moins le dixième du capital de la société peuvent demander en justice la désignation d'un commissaire aux comptes.

En cas de désignation d'un ou plusieurs commissaires aux comptes, les comptes sociaux sont contrôlés par ces derniers conformément aux prescriptions légales.

Un ou plusieurs commissaires suppléants sont désignés en vue de remplacer les titulaires en cas de décès, d'empêchement, de démission ou de refus de ceux-ci. La suppléance d'un titulaire est assurée par le plus âgé des suppléants désignés.

Les commissaires aux comptes sont nommés par l'assemblée ordinaire des actionnaires pour une durée de six ans. Toutefois, les fonctions du commissaire suppléant, appelé à remplacer le titulaire prennent fin à la date d'expiration du mandat confié à ce dernier, sauf si l'empêchement n'a qu'un caractère temporaire. Dans ce dernier cas, lorsque l'empêchement a cessé, le titulaire reprend ses fonctions, après la prochaine assemblée qui approuve les comptes.

## **ARTICLE 18 – ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES**

### Mode de consultation

Toutes les décisions collectives pourront également être prises par la participation de tous les actionnaires et des usufruitiers s'il y a lieu :

- En assemblée,
- A distance, par voie de consultation écrite (courier ou télécopie) ou d'un vote électronique (e-mail) ;
- Par conférence vidéo ou téléphonique ou tout autre procédé électronique ou informatique (notamment par liaison Internet) ;
- Ou encore résulter d'un acte signé par tous les actionnaires, au choix du président.

### Qualification des assemblées

Les décisions collectives des actionnaires peuvent être prises en assemblées générales qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

L'assemblée générale ordinaire est appelée à prendre toutes les décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social écoulé.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut, toutefois, augmenter les engagements des actionnaires sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

S'il existe plusieurs catégories d'actions, aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires puis d'une assemblée spéciale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

### Convocation des assemblées

Les assemblées sont convoquées par le président.

À défaut, elles peuvent être également convoquées par le commissaire aux comptes s'il a été désigné ou par un mandataire de justice dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

La convocation est faite, aux frais de la société, par tout procédé de communication écrite ou non suivant le mode choisi par le président (exemple : lettre simple, lettre recommandée avec demande d'avis de réception, acte extrajudiciaire, lettre contre remise, tout procédé de communication écrite tel que télécopie ou encore par voie électronique), adressée à chacun des actionnaires quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Les assemblées sont convoquées au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation et choisi par le président.  
L'ordre du jour doit être indiqué dans la lettre de convocation ; celle-ci doit contenir le texte des résolutions proposées, le rapport du président et le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes s'il a été désigné.

#### Accès aux assemblées. Vote. Quorum. Majorité

Tout actionnaire ou usufruitier d'actions a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sous réserve de la déchéance encourue pour défaut de libération, dans le délai prescrit, des versements exigibles sur ses actions.

Le droit de participer aux décisions collectives est subordonné à l'inscription en compte des actions au nom de leur titulaire au plus tard à la date de la décision collective.

Chaque actionnaire peut se faire représenter par un autre actionnaire, un avocat ou un notaire.

Un actionnaire ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses actions et voter en personne du chef de l'autre partie.

Chaque action donne droit à une voix. Les décisions collectives sont prises :  
pour les décisions ordinaires (qui ne modifient pas les statuts), à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents, votant à distance ou représentés ;  
o pour celles entraînant modification des statuts, à la majorité des 2/3 des voix dont disposent les actionnaires présents, votant à distance ou représentés ;  
toutefois, les décisions portant sur une augmentation de capital exclusivement par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, sont prises comme ci-dessus, aux conditions

- o De majorité prévues pour les décisions de caractère ordinaire, O à l'unanimité, s'agissant :
- o Des décisions visant à adopter ou à modifier les clauses statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, l'agrément des cessions d'actions, l'exclusion et la suspension d'un actionnaire, .. de celle modifiant les conditions de majorité et de vote des décisions collectives ;
- o De la modification des règles relatives à l'affectation du résultat ;
- o De la transformation de la société en une autre forme.

#### Tenue des assemblées

L'assemblée est présidée par le président ou, en son absence, par un actionnaire désigné par l'assemblée qui désigne un secrétaire.

a) L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité de la moitié des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

b) L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins la moitié des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation aucun quorum n'est requis.  
Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée générale appelée à décider la transformation de la société délibère aux conditions de majorité prévues par le Code de commerce et qui diffèrent selon la forme nouvelle adoptée. Toutefois, pour revenir à la forme de société par actions simplifiée, la décision doit être prise à l'unanimité. Il en va de même pour la modification des dispositions statutaires relatives à l'inaliénabilité des actions, à l'agrément des cessions d'actions et à l'exclusion d'un actionnaire. Les assemblées spéciales délibèrent dans les mêmes conditions que l'assemblée générale extraordinaire.

Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux actionnaires qui en font la demande ; pour le calcul du quorum il n'est tenu compte que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'assemblée ; les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme votes négatifs.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence : celle-ci dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires, est certifiée exacte par le président. Tout actionnaire peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la société et remis aux actionnaires qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'actionnaire.

En cas de consultation écrite, le président doit adresser à chaque actionnaire, aux frais de la société, par tout moyen, en même temps qu'un formulaire de vote par correspondance, le texte des résolutions proposées, accompagné de son rapport et le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes s'il a été désigné. Les actionnaires disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit.

Le vote à distance des actionnaires pourra s'effectuer sous forme de courrier électronique ; à cette fin, la société devra recueillir le consentement de chaque actionnaire destinataire des envois dématérialisés de documents.

Une assemblée pourra valablement être convoquée verbalement et être tenue sans délai, dès lors que tous les actionnaires sont présents.

#### Procès-verbaux

Toute délibération de l'assemblée générale des actionnaires ou toute consultation écrite est constatée par un procès-verbal, dressé et signé par le président et le secrétaire de séance.

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux, tenus au siège social, cotés et paraphés.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées.

Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.

Les copies ou extraits de délibérations des actionnaires sont valablement certifiées conformes soit par le président, soit par le directeur général. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime des actionnaires exprimé dans un acte, cet acte doit être signé par tous les actionnaires présents ou représentés et retranscrit sur le registre spécial ou les feuillets numérotés.

### **ARTICLE 19 – COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales.

Il est notamment dressé à la fin de chaque exercice social, par le président, l'inventaire, les comptes annuels conformément aux dispositions du Code de commerce, ainsi qu'un rapport de gestion écrit exposant la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi. Sont annexés au bilan dressé à la clôture de l'exercice, un état des cautionnements, avais et garanties donnés par la société ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

À moins qu'un changement exceptionnel n'intervienne dans la situation de la société, la présentation des comptes annuels, comme les méthodes d'évaluation retenues, ne peuvent être modifiées d'un exercice à l'autre ; toute modification devant néanmoins intervenir devra être décrite et justifiée dans l'annexe, ainsi qu'être signalée dans le rapport de gestion et dans celui du commissaire aux comptes s'il a été désigné.

Les comptes annuels et le rapport de gestion sont tenus, au siège social, à la disposition du commissaire aux comptes s'il a été désigné, un mois au moins avant la convocation de l'assemblée des actionnaires appelée à statuer sur les comptes annuels de la société ou la consultation écrite des actionnaires.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, le président doit provoquer une décision collective des actionnaires aux fins d'approbation des comptes de l'exercice écoulé. Lors de la même consultation, le cas échéant, les actionnaires approuvent ou rejettent les conventions intervenues directement ou indirectement entre le président.

#### **Affectation et répartition du résultat - Mise en paiement des dividendes**

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice, sans qu'il soit tenu compte de leur date d'encaissement ou de paiement.

Il fait apparaître, par différence après déduction des amortissements ou des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, s'il en existe, diminué le cas échéant des pertes antérieures, sont d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé cinq pour cent (5 %) pour constituer le fonds de réserve

légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et augmenté du report bénéficiaire.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Toutefois, le président pourra décider la distribution d'acomptes à valoir sur les dividendes d'un exercice clos ou en cours avant que les comptes de cet exercice aient été approuvés.

Les actionnaires peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital. Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'assemblée générale, inscrites à un compte spécial, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par les actionnaires ; ils peuvent décider que le dividende sera payé soit en numéraire soit en actions de la société.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à tous les actionnaires. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article 352 de la loi du 24 juillet 1966 ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'actionnaire peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire. La demande de paiement du dividende en action doit intervenir dans un délai fixé par l'assemblée générale, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la date de ladite assemblée, l'augmentation de capital de la société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues par le Code de commerce.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de 9 mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

#### **ARTICLE 20 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL.**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil

d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société. Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés anonymes, et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

#### **ARTICLE 21 - DISSOLUTION - LIQUIDATION.**

A l'expiration du terme fixé par la Société ou en cas de dissolution anticipée, l'Assemblée Générale règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires. Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage des capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

#### **ARTICLE 22 - CONTESTATIONS.**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation soit entre la Société et les actionnaires, soit entre les actionnaires eux-mêmes, à propos des affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

#### **ARTICLE 23 - ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION.**

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Les soussignés donnent mandat exprès à Monsieur Thierry MORMIN de réaliser pour le compte de la Société, jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, toutes opérations entrant dans le cadre de l'objet social de la Société, notamment ouvrir un compte en banque au nom de la Société et le faire fonctionner, et signer tout bail, engagement de location de locaux ou convention de domiciliation en vue d'y établir le siège social, et plus généralement faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés.

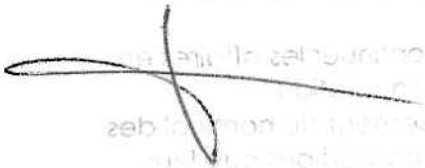
L'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle de ces engagements.

Fait à Bellefontaine  
Le 05 juillet 2022

ARTICLE 2 - DISPOSITION LIQUIDATION

En quatre exemplaires originaux

**Thierry MORMIN**  
Président



ARTICLE 23 - CONSTAT

ARTICLE 28 - ENGAGEMENTS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ EN FORMATION